

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

| ABONNEMENTS ET ANNONCES   | TARIF DES ABONNEMENTS  | ANNONCES ET AVIS DIVERS   |
|---|--|---|
| <p>Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.</p> <p>Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.</p> <p>Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs</p> | <p>VOIE NORMALE</p> <p>Six mois Un an</p>  | <p>VOIE AERIEENNE</p> <p>Six mois Un an</p>   |
|   | <p>Sénégal et autres Etats de la CEDEAO ..... 15.000f 31.000f.</p> <p>Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - 20.000f. 40.000f</p> <p>Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f</p> <p>Prix du numéro ..... Année courante 600 f Année ant. 700f.</p> <p>Par la poste : ..... Majoration de 130 f par numéro</p> <p>Journal légalisé ..... 900 f - Par la poste -</p> | <p>La ligne ..... 1.000 francs</p> <p>Chaque annonce répétée... Moitié prix</p> <p>(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).</p> <p>Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790 630/81</p> |

### S O M M A I R E

#### PARTIE OFFICIELLE

#### L O I

2021  
22 novembre . Loi n° 2021-36 autorisant la création de la Société nationale de Gestion et d'Exploitation du Patrimoine bâti de l'Etat (SOGEPASN) ..... 2004

#### ARRETES

##### MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

2021  
16 novembre . Arrêté ministériel n° 036094 rendant exécutoire le rôle de la Contribution foncière des propriétés bâties (CFPB) et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ..... 2006

##### MINISTERE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

2021  
25 août ..... Arrêté ministériel n° 015766 portant attribution du permis de recherche pour or, à la société Prospektiuni Sarl, sur le périmètre dénommé « Ouest Laminia » dans la Région de Kédougou ..... 2012

##### MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL

2021  
25 novembre . Arrêté interministériel n° 037218 fixant la période de collecte et le prix plancher de collecte de l'arachide 2021/2022 ..... 2013

##### MINISTERE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE

2021  
16 novembre . Arrêté ministériel n° 036093 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du comité de suivi de la mise en œuvre du Plan d'Urbanisme de Détails (PUD) de la zone nord de Guédiawaye ..... 2013

#### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces ..... 2014

### PARTIE OFFICIELLE

#### L O I

## Loi n° 2021-36 du 22 novembre 2021 autorisant la création de la Société nationale de Gestion et d'Exploitation du Patrimoine bâti de l'Etat (SOGEPa SN)

### EXPOSE DES MOTIFS

L'Etat du Sénégal possède un patrimoine immobilier très important et rencontre d'énormes difficultés pour sa maintenance et son développement. Ceux-ci relèvent actuellement de la compétence de l'Agence de Gestion du Patrimoine bâti de l'Etat (AGPBE).

Malgré les acquis et les performances réalisés par l'AGPBE, le constat est fait que le patrimoine bâti de l'Etat pourrait être mieux géré en termes de rentabilité et d'efficacité.

En effet, des contraintes pèsent encore sur la gouvernance de l'immobilier public :

- la vétusté du parc administratif induisant des coûts très élevés d'entretien et de maintenance ;
- les limites budgétaires ne permettant pas le règlement correct des charges locatives et la réhabilitation des bâtiments administratifs et ;
- la persistance du paradoxe « Etat Premier Propriétaire » versus « Etat Premier Locataire ».

Eu égard au vieillissement des bâtiments, les coûts de l'entretien, de réparation et de rénovation atteignent, chaque année, des montants qui dépassent de loin les capacités financières de l'AGPBE. Toute allocation de ressources exceptionnelles en appui pour y pallier porterait sur autant de moyens dont seraient privés des secteurs prioritaires de l'action publique.

Pourtant, la possibilité existe de transformer en opportunité ce qui constitue aujourd'hui une contrainte. En effet, l'Etat possède toujours, dans son patrimoine un certain nombre d'immeubles qui sont dans un état de vétusté tel que leur exposition s'en trouve compromise. Or, la position géographique de ces immeubles leur confère une valeur économique réelle. Ce qui ouvre des perspectives de développement permettant : (i) d'identifier ces bâtiments pour en faire des infrastructures modernes et fonctionnelles, (ii) d'accroître l'offre locative avec un effet complémentaire de tirer à la baisse les prix de l'immobilier et (iii) de faire économiser des sommes considérables au Trésor public.

Toutefois, le développement d'un tel patrimoine ne pourrait se faire qu'en y associant le secteur privé qui apporterait ainsi :

- \* ses capitaux qui permettraient d'épargner les derniers publics, l'Etat fournissant juste le foncier ;
- \* ses compétences, dans la mesure où, force est de reconnaître que les plus belles réalisations urbanistiques au Sénégal durant ces dernières années sont à mettre à l'actif de sociétés immobilières privées, qui ont fini de démonter la riche expertise dont notre pays dispose en la matière.

Or, le régime juridique du patrimoine bâti de l'Etat est un régime de domanialité, découlant principalement de la loi n° 76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du Domaine de l'Etat. Il en résulte l'existence de règles et de procédures qui, du fait de leur complexité et de leur rigidité, se prêtent mal au développement de projets structurants en partenariat avec le secteur privé national qui pourrait alors disposer d'une assiette sur des immeubles appartenant à l'Etat, y compris ceux relevant de son domaine privé.

Il apparaît donc nécessaire de sortir ces immeubles du régime de droit public de la domanialité pour les placer sous un régime de droit privé, seul susceptible de stimuler la confiance et l'intérêt des investisseurs, le tout dans un respect strict de la préservation des intérêts de la collectivité nationale.

Ainsi, au regard des considérations supra, le profil d'un changement de paradigme se dégage pour, in fine, positionner la gouvernance du patrimoine bâti de l'Etat au service d'une stratégie économique et financière de l'Etat.

La solution adéquate consiste à transférer vers une société détenue à cent pour cent (100%) par l'Etat la propriété des immeubles publics qui ne sont pas affectés à des missions d'intérêt général, à charge pour la société de les rénover, les moderniser et les exploiter de sorte à générer des revenus substantiels, tout en continuant d'assurer la couverture des besoins immobiliers de l'Etat.

Le schéma le plus simple est de transformer l'actuelle Agence de Gestion du Patrimoine bâti de l'Etat en société nationale qui offre toute la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre un modèle économique rentable sur lequel reposera l'objectif de développement des immeubles.

L'objectif ultime est que cette société puisse générer suffisamment de revenus pour :

- \* couvrir toutes ses charges de fonctionnement, même si, les premières années, elle aura naturellement besoin d'une subvention d'équilibre ;
- \* développer le patrimoine public bâti au rythme nécessaire pour couvrir les besoins immobiliers sans cesse croissants de l'Etat.

En faisant de cette société le propriétaire, au sens juridique du terme, de la portion du patrimoine bâti de l'Etat qui se prête à des possibilités de développement, on offre aux investisseurs privés la sécurité juridique qu'ils ne pourraient pas atteindre tant que les assiettes foncières des projets demeurant sous un régime domanial.

Bien entendu, les modalités du transfert de propriété devront respecter les dispositions de l'article 381 du Code des obligations civiles et commerciales, en vertu desquelles l'acquisition d'un droit réel résulte de la mention au titre foncier du nom du nouveau titulaire du droit. A cette fin, les Conservateurs fonciers recevront pour instruction de parachever la cession en procédant aux inscriptions adéquates sur les livres fonciers.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du lundi 15 novembre 2021 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article premier.** - Il est autorisé la création de la Société nationale de Gestion et d'Exploitation du Patrimoine bâti de l'Etat, dénommée SOGEPa SN.

La SOGEPa SN est placée sous la tutelle technique et financière du Ministre chargé des Finances.

Art. 2. - SOGEPA SN a pour mission la préservation et le développement du patrimoine bâti de l'Etat.

A ce titre, elle est notamment chargée :

- de l'entretien et la réhabilitation des immeubles cédés à elle par l'Etat ;
- de l'acquisition d'immeubles par tout procédé de droit commun ;
- de la prise en charge des besoins immobiliers de l'Etat et des autres personnes publiques, dans le cadre de conventions de mise à disposition de locaux à usage professionnel ou d'habitation dont les modèles auront été approuvés par décret ;
- de la prise en location d'immeubles lorsqu'elle apparaît comme l'unique solution permettant de répondre à une demande urgente de l'Etat en locaux ;
- de la valorisation de son patrimoine immobilier dans les conditions permettant d'en tirer le meilleur profit économique, tout en contribuant à la rénovation urbaine ainsi qu'à la modernisation et l'embellissement des villes du Sénégal ;
- du développement de projets de construction de nouveaux bâtiments, notamment dans les pôles urbains, sous le prisme de l'équité territoriale prônée par le Gouvernement ;
- de l'accompagnement des collectivités territoriales dans la mise en œuvre des projets de restauration et de réhabilitation des bâtiments de l'Etat ;
- de la maîtrise d'ouvrage déléguée des projets de restauration et de réhabilitation de bâtiments, dans le cadre de conventions particulières de financement permettant de lier l'Etat à des bailleurs de fonds ;
- de l'établissement et de la mise à jour annuelle d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti de l'Etat au Sénégal et à l'étranger, affecté au sens de l'article 4 de la présente loi, avec, pour chaque immeuble, d'une description précise de son état matériel, de ses besoins éventuels en travaux d'entretien, de maintenance ou de restauration, ainsi qu'une évaluation de sa valeur vénale ;
- de l'établissement d'une cartographie similaire à celle visée au point précédent et portant sur les immeubles cédés par l'Etat à SOGEPA SN ;
- de la surveillance générale, en collaboration avec les administrations concernées, de l'état physique des immeubles affectés, au Sénégal et à l'étranger, ainsi que de l'appui en matière de travaux d'entretien, de maintenance et de rénovation ; les modalités d'exercice de cette mission seront précisées par décret ;

- du conseil au Gouvernement en matière de définition et de pilotage d'une politique publique immobilière capable de stimuler l'activité économique, d'améliorer le cadre de vie urbain et d'améliorer les conditions de fonctionnement des services administratifs.

Art. 3. - SOGEPA SN se subroge à l'Agence de Gestion du Patrimoine bâti de l'Etat dans ses droits et obligations découlant des activités qu'elle exerce pour le compte de l'Etat.

Le personnel ainsi que le patrimoine de l'Agence de Gestion du Patrimoine bâti de l'Etat sont dévolus à la société nationale de gestion et d'exploitation du patrimoine bâti de l'Etat.

Art. 4. - Est autorisé le transfert par l'Etat, à la SOGEPA SN, par cession à titre gratuit ou onéreux, ou par tout autre mode, des droits et immeubles nécessaires à la réalisation de son objet social.

Les conditions et modalités de ce transfert sont fixées par décret.

Le recensement des immeubles cédés par l'Etat à SOGEPA SN est confié à une commission technique présidée par le Ministre des Finances et du Budget.

La composition, l'organisation et le fonctionnement de cette commission sont fixés par décret, ainsi que la liste des immeubles cédés.

Art. 5. - SOGEPA SN est soumise aux dispositions du Code des Marchés publics.

Toutefois, SOGEPA SN peut contracter avec des partenaires techniques et financiers sur la base d'un Manuel de Procédures spécifiques, approuvé par décret.

Art. 6. - SOGEPA SN, pour ce qui concerne la portion du parc administratif répertorié se prêtant à cette possibilité, utilise des mécanismes de développement déterminés par décret.

Art. 7. - Sont affectées par SOGEPA SN à la réalisation de ses missions, les ressources générées par le développement des immeubles cédés par l'Etat, ou qu'elle aura acquis par d'autres moyens.

Toutefois, jusqu'à ce qu'elle atteigne l'équilibre financier, la Société bénéficie de dotations du budget de l'Etat, ainsi que toutes autres ressources publiques, lui permettant de couvrir ses charges de fonctionnement.

Art. 8. - L'organisation et le fonctionnement de la Société nationale de gestion et d'exploitation du patrimoine bâti de l'Etat sont fixés par les statuts, approuvés par décret.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 22 novembre 2021.

## MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Arrêté ministériel n° 036094 du 16 novembre 2021  
rendant exécutoire le rôle de la Contribution foncière des propriétés bâties (CFPB), de la Contribution foncière des propriétés non bâties (CFPNB), et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

Article premier. - Est rendu exécutoire le rôle de la contribution foncière des propriétés bâties (CFPB), de la contribution foncière des propriétés non bâties (CFPNB) et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) de l'année 2021 pour un montant global d'un milliard trois cent quatre-vingt-cinq millions treize mille six cent quatre francs (1.385.013.604 frs), tel que détaillé à l'annexe ci-joint qui fait partie du présent arrêté.

Art. 2. - La date de mise en recouvrement du rôle relatif à l'impôt visé à l'article premier ci-dessus est fixée au 25 novembre 2021.

Art. 3. - Il est enjoint aux contribuables inscrits audit rôle ou à leurs représentants ou ayants cause d'acquitter les sommes y contenues sous peine d'y être contraints par les voies de droit.

Art. 4. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines et le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

### DIRECTION GENERALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES

### ARRETE AC-TOM

Emission du : 25/10/2021

| 12 | PERCEPTION DE RUFISQUE                    |                  |            |
|----|---|------------------|------------|
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL  | TOTAL      |
|    | Foncier bâti Actif entreprise/Usin .....  | 157 500 .....    | 157 500    |
|    | Foncier bâti location .....               | 6 387 637 .....  | 6 387 637  |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire ..... | 1 861 500 .....  | 1 861 500  |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 1 074 623 .....  | 1 074 623  |
|    | T.O.M. Dakar .....                        | 12 127 632 ..... | 12 127 632 |
|    | Foncier non bâti .....                    | 7 293 600 .....  | 7 293 600  |
|    | Surtaxe foncière .....                    | 764 840 .....    | 764 840    |
|    | TOTAL PERCEPTION : ..... 12 .....         | 29 667 332 ..... | 29 667 332 |
| 14 | PERCEPTION DE PIKINE                      |                  |            |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL  | TOTAL      |
|    | Foncier bâti Actif entreprise/Usin .....  | 135 000 .....    | 135 000    |
|    | Foncier bâti location .....               | 9 687 900 .....  | 9 687 900  |
|    | Foncier bâti Résidence secondaire .....   | 600 000 .....    | 600 000    |
|    | Foncier bâti Résidence principale .....   | 7 763 000 .....  | 7 763 000  |
|    | T.O.M. Dakar .....                        | 41 749 848 ..... | 41 749 848 |
|    | TOTAL PERCEPTION ..... 14 .....           | 59 935 748 ..... | 59 935 748 |

| 16 | RPM DAKAR                                 |                   |             |
|----|---|-------------------|-------------|
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL   | TOTAL       |
|    | Foncier bâti Actif entreprise/Usin .....  | 630 000 .....     | 630 000     |
|    | Foncier bâti location .....               | 182 746 446 ..... | 182 746 446 |
|    | Foncier bâti Résidence secondaire .....   | 1768 800 .....    | 1 768 800   |
|    | Foncier bâti Résidence principale .....   | 12 515 438 .....  | 12 515 438  |
|    | T.O.M. Dakar .....                        | 169 117 965 ..... | 169 117 965 |
|    | Foncier non bâti .....                    | 4 810 000 .....   | 4 810 000   |
|    | TOTAL PERCEPTION ..... 16 .....           | 371 588 649 ..... | 371 588 649 |
| 17 | RECETTE PERCEPTION DE DAKAR-BOURGUIBA     |                   |             |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL   | TOTAL       |
|    | Foncier bâti Actif entreprise/Usin .....  | 180 000 .....     | 180 000     |
|    | Foncier bâti location .....               | 96 238 499 .....  | 96 238 499  |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire ..... | 3 336 910 .....   | 3 336 910   |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 7 042 991 .....   | 7 042 991   |
|    | T.O.M. Dakar .....                        | 88 410 150 .....  | 88 410 150  |
|    | TOTAL PERCEPTION ..... 17 .....           | 195 208 550 ..... | 195 208 550 |
| 18 | PERCEPTION DE GUEDEAWAYE                  |                   |             |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL   | TOTAL       |
|    | Foncier bâti location .....               | 20 101 021 .....  | 20 101 021  |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire ..... | 546 000 .....     | 546 000     |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 3 325 000 .....   | 3 325 000   |
|    | T.O.M. Dakar .....                        | 22 326 230 .....  | 22 326 230  |
|    | TOTAL PERCEPTION ..... 18 .....           | 46 298 251 .....  | 46 298 251  |
| 19 | RECETTE PERCEPTION DE DAKAR-PLATEAU       |                   |             |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL   | TOTAL       |
|    | Foncier bâti location .....               | 19 653 048 .....  | 19 653 048  |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 200 000 .....     | 200 000     |
|    | T.O.M. Dakar .....                        | 14 510 194 .....  | 14 510 194  |
|    | TOTAL PERCEPTION ..... 19 .....           | 34 363 242 .....  | 34 363 242  |
| 21 | PERCEPTION DE BIGNONA                     |                   |             |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL   | TOTAL       |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 725 000 .....     | 725 000     |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 1 065 000 .....   | 1 065 000   |
|    | TOTAL PERCEPTION : ..... 21 .....         | 1 790 000 .....   | 1 790 000   |

| 24 | PERCEPTION DE SEDHIOU<br>LIBELLE RUBRIQUE  | BUDGET COMMUNAL  | TOTAL            |
|----|--|------------------|------------------|
|    | Foncier bâti - Résidence principale .....  | 36 000 .....     | 36 000 .....     |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                    | 3742 200 .....   | 3 742 200 .....  |
|    | TOTAL PERCEPTION .....24                   | 3 778 200 .....  | 3 778 200 .....  |
| 27 | RPM ZIGUINCHOR<br>LIBELLE RUBRIQUE         | BUDGET COMMUNAL  | TOTAL            |
|    | Foncier bâti - Résidence principale .....  | 5 775 000 .....  | 5 775 000 .....  |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                    | 12 720 000 ..... | 12 720 000 ..... |
|    | TOTAL PERCEPTION .....27                   | 18 495 000 ..... | 18 495 000 ..... |
| 31 | PERCEPTION DE BAMBEY<br>LIBELLE RUBRIQUE   | BUDGET COMMUNAL  | TOTAL            |
|    | Foncier bâti Actif entreprise/Usin .....   | 75 000 .....     | 75 000 .....     |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire .....  | 650 000 .....    | 650 000 .....    |
|    | Foncier bâti - Résidence principale .....  | 0 .....          | 0 .....          |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                    | 4 389 000 .....  | 4 389 000 .....  |
|    | TOTAL PERCEPTION .....31                   | 5 114 000 .....  | 5 114 000 .....  |
| 32 | PERCEPTION DE DIOURBEL<br>LIBELLE RUBRIQUE | BUDGET COMMUNAL  | TOTAL            |
|    | Foncier bâti Actif entreprise/Usin .....   | 112 500 .....    | 112 500 .....    |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire .....  | 2 180 000 .....  | 2 180 000 .....  |
|    | Foncier bâti - Résidence principale .....  | 375 000 .....    | 375 000 .....    |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                    | 24 693 000 ..... | 24 693 000 ..... |
|    | TOTAL PERCEPTION : .....32                 | 27 360 500 ..... | 27 360 500 ..... |
| 36 | PERCEPTION DE MBACKE<br>LIBELLE RUBRIQUE   | BUDGET COMMUNAL  | TOTAL            |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire .....  | 200 000 .....    | 200 000 .....    |
|    | Foncier bâti Résidence principale .....    | 0 .....          | 0 .....          |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                    | 1 899 000 .....  | 1 899 000 .....  |
|    | TOTAL PERCEPTION .....36                   | 2 099 000 .....  | 2 099 000 .....  |
| 37 | RPM DIOURBEL<br>LIBELLE RUBRIQUE           | BUDGET COMMUNAL  | TOTAL            |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire .....  | 50 000 .....     | 50 000 .....     |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                    | 30 000 .....     | 30 000 .....     |
|    | TOTAL PERCEPTION .....37                   | 80 000 .....     | 80 000 .....     |



| 40 | TPR SAINT-LOUIS                           |                 |             |
|----|---|-----------------|-------------|
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL | TOTAL       |
|    | Foncier bâti location .....               | 150 000         | 150 000     |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire ..... | 295 000         | 295 000     |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 13 675 000      | 13 675 000  |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 25 410 000      | 25 410 000  |
|    | TOTAL PERCEPTION .....40                  | 39 530 000      | 39 530 000  |
| 41 | PERCEPTION DE DAGANA                      |                 |             |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL | TOTAL       |
|    | Foncier bâti location .....               | 818 911         | 818 911     |
|    | Foncier bâti Résidence secondaire .....   | 98 250          | 98 250      |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 100 000         | 100 000     |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 2 471 947       | 2 471 947   |
|    | Foncier non bâti .....                    | 101 908 242     | 101 908 242 |
|    | TOTAL PERCEPTION .....41                  | 105 397 350     | 105 397 350 |
| 43 | PERCEPTION DE PODOR                       |                 |             |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL | TOTAL       |
|    | Foncier bâti location .....               | 150 000         | 150 000     |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 288 000         | 288 000     |
|    | TOTAL PERCEPTION .....43                  | 438 000         | 438 000     |
| 44 | RPM SAINT-LOUIS                           |                 |             |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL | TOTAL       |
|    | Foncier bâti location .....               | 3 219 604       | 3 219 604   |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire ..... | 200 000         | 200 000     |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 6 939 001       | 6 939 001   |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 22 779 895      | 22 779 895  |
|    | Foncier non bâti .....                    | 225 000         | 225 000     |
|    | TOTAL PERCEPTION : .....44                | 33 363 500      | 33 363 500  |
| 51 | PERCEPTION DE BAKEL                       |                 |             |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL | TOTAL       |
|    | Foncier bâti location .....               | 182 400         | 182 400     |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 109 440         | 109 440     |
|    | TOTAL PERCEPTION : .....51                | 291 840         | 291 840     |

| 53 | TPR TAMBACOUNDA                           |                 |            |
|----|---|-----------------|------------|
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL | TOTAL      |
|    | Foncier bâti location .....               | 3 108 850       | 3 108 850  |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 75 000          | 75 000     |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 2 123 310       | 2 123 310  |
|    | TOTAL PERCEPTION : .....                  | 5 307 160       | 5 307 160  |
| 61 | TPR FATICK                                |                 |            |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL | TOTAL      |
|    | Foncier bâti location .....               | 870 000         | 870 000    |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire ..... | 130 000         | 130 000    |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 112 500         | 112 500    |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 544 500         | 544 500    |
|    | Foncier non bâti .....                    | 805 000         | 805 000    |
|    | TOTAL PERCEPTION .....                    | 2 462 000       | 2 462 000  |
| 62 | PERCEPTION DE FOUNDIOUGNE                 |                 |            |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL | TOTAL      |
|    | Foncier bâti location .....               | 300 000         | 300 000    |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 60 000          | 60 000     |
|    | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 81 000          | 81 000     |
|    | Foncier non bâti .....                    | 150 000         | 150 000    |
|    | TOTAL PERCEPTION .....                    | 591 000         | 591 000    |
| 64 | PERCEPTION DE KAFFRINE                    |                 |            |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL | TOTAL      |
|    | Foncier bâti Actif entreprise/Usin .....  | 652 500         | 652 500    |
|    | Foncier bâti location .....               | 307 609         | 307 609    |
|    | Foncier bâti - Résidence secondaire ..... | 100 246         | 100 246    |
|    | Foncier non bâti .....                    | 20 125 544      | 20 125 544 |
|    | TOTAL PERCEPTION : .....                  | 21 185 899      | 21 185 899 |
| 65 | TPR KAOLACK                               |                 |            |
|    | LIBELLE RUBRIQUE                          | BUDGET COMMUNAL | TOTAL      |
|    | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 200 000         | 200 000    |
|    | Foncier non bâti .....                    | 820 000         | 820 000    |
|    | TOTAL PERCEPTION .....                    | 1 020 000       | 1 020 000  |



|           |   |                        |                   |
|-----------|---|------------------------|-------------------|
| <b>66</b> | <b>PERCEPTION DE NIORO</b>                |                        |                   |
|           | <b>LIBELLE RUBRIQUE</b>                   | <b>BUDGET COMMUNAL</b> | <b>TOTAL</b>      |
|           | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 100 000 .....          | 100 000 .....     |
|           | TOTAL PERCEPTION : ..... 66 .....         | 100 000 .....          | 100 000 .....     |
| <b>67</b> | <b>RPM KAOLACK</b>                        |                        |                   |
|           | <b>LIBELLE RUBRIQUE</b>                   | <b>BUDGET COMMUNAL</b> | <b>TOTAL</b>      |
|           | Foncier bâti Actif entreprise/Usin .....  | 375 000 .....          | 375 000 .....     |
|           | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 4 792 500 .....        | 4 792 500 .....   |
|           | Foncier non bâti .....                    | 25 230 000 .....       | 25 230 000 .....  |
|           | TOTAL PERCEPTION : ..... 67 .....         | 30 397 500 .....       | 30 397 500 .....  |
| <b>71</b> | <b>PERCEPTION DE MBOUR</b>                |                        |                   |
|           | <b>LIBELLE RUBRIQUE</b>                   | <b>BUDGET COMMUNAL</b> | <b>TOTAL</b>      |
|           | Foncier bâti location .....               | 6 773 140 .....        | 6 773 140 .....   |
|           | Foncier bâti - Résidence secondaire ..... | 63 403 170 .....       | 63 403 170 .....  |
|           | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 200 000 .....          | 200 000 .....     |
|           | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 30 008 586 .....       | 30 008 586 .....  |
|           | Foncier non bâti .....                    | 93 662 460 .....       | 93 662 460 .....  |
|           | TOTAL PERCEPTION : ..... 71 .....         | 194 047 356 .....      | 194 047 356 ..... |
| <b>72</b> | <b>TPR THIES</b>                          |                        |                   |
|           | <b>LIBELLE RUBRIQUE</b>                   | <b>BUDGET COMMUNAL</b> | <b>TOTAL</b>      |
|           | Foncier bâti - Résidence secondaire ..... | 60 000 .....           | 60 000 .....      |
|           | Foncier bâti Résidence principale .....   | 435 000 .....          | 435 000 .....     |
|           | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 630 000 .....          | 630 000 .....     |
|           | TOTAL PERCEPTION : ..... 72 .....         | 1 125 000 .....        | 1 125 000 .....   |
| <b>73</b> | <b>PERCEPTION DE TIVAOUANE</b>            |                        |                   |
|           | <b>LIBELLE RUBRIQUE</b>                   | <b>BUDGET COMMUNAL</b> | <b>TOTAL</b>      |
|           | Foncier bâti Actif entreprise/Usin .....  | 225 000 .....          | 225 000 .....     |
|           | Foncier bâti location .....               | 226 255 .....          | 226 255 .....     |
|           | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 8 135 500 .....        | 8 135 500 .....   |
|           | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 14 218 053 .....       | 14 218 053 .....  |
|           | TOTAL PERCEPTION ..... 73 .....           | 22 804 808 .....       | 22 804 808 .....  |
| <b>74</b> | <b>RPM THIES</b>                          |                        |                   |
|           | <b>LIBELLE RUBRIQUE</b>                   | <b>BUDGET COMMUNAL</b> | <b>TOTAL</b>      |
|           | Foncier bâti location .....               | 1 540 656 .....        | 1 540 656 .....   |
|           | Foncier bâti Résidence secondaire .....   | 15 106 731 .....       | 15 106 731 .....  |
|           | Foncier bâti - Résidence principale ..... | 50 900 000 .....       | 50 900 000 .....  |
|           | T.O.M. Hors Dakar .....                   | 63 626 332 .....       | 63 626 332 .....  |
|           | TOTAL PERCEPTION ..... 74 .....           | 131 173 719 .....      | 131 173 719 ..... |

TOTAL GENERAL ..... 1 385 013 604

## MINISTERE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

Arrêté ministériel n° 015766 du 25 août 2020 portant attribution du permis de recherche pour or, à la Société Prospektiuni Sarl, sur le périmètre dénommé « Ouest Laminia » dans la Région de Kédougou

Article premier. - Il est accordé à la Société Prospektiuni Sarl ayant son siège social au F4 lot 52 Route de l'Aéroport, appartement 2<sup>ème</sup> étage gauche, B.P. : 169987 Dakar-Sénégal, dans les conditions fixées par le présent arrêté, un permis de recherche pour or, sur le périmètre dénommé « Ouest Laminia », Région de Kédougou.

Art. 2. - Le périmètre de recherche dont la superficie est réputée égale à 320 km<sup>2</sup> est délimité par les coordonnées UTM WGS 84 Zone 28 des points sommets ci-après :

| Points<br>Sommets                    | X            | Y             |
|--------------------------------------|--------------|---------------|
| A .....                              | 791868 ..... | 1408769 ..... |
| B .....                              | 796057 ..... | 1405361 ..... |
| C .....                              | 795986 ..... | 1402379 ..... |
| D .....                              | 799536 ..... | 1403089 ..... |
| E .....                              | 802589 ..... | 1400888 ..... |
| F .....                              | 803938 ..... | 1404083 ..... |
| G .....                              | 805855 ..... | 1404580 ..... |
| H .....                              | 806305 ..... | 1405600 ..... |
| I .....                              | 811870 ..... | 1405600 ..... |
| J .....                              | 815156 ..... | 1401669 ..... |
| K .....                              | 815085 ..... | 1399468 ..... |
| L .....                              | 813124 ..... | 1397942 ..... |
| M .....                              | 814170 ..... | 1396874 ..... |
| N .....                              | 816292 ..... | 1398119 ..... |
| O .....                              | 818351 ..... | 1401101 ..... |
| P .....                              | 818351 ..... | 1394950 ..... |
| Q .....                              | 809470 ..... | 1394950 ..... |
| R .....                              | 809470 ..... | 1393537 ..... |
| S .....                              | 801890 ..... | 1393537 ..... |
| T .....                              | 801890 ..... | 1383970 ..... |
| U .....                              | 795415 ..... | 1383970 ..... |
| V .....                              | 795415 ..... | 1392420 ..... |
| <b>Superficie 320 km<sup>2</sup></b> |              |               |

Art. 3. - Le permis de recherche est accordé pour une durée de quatre (04) ans, à compter de la date de signature du présent arrêté. Il est renouvelable deux (02) fois, pour ces périodes consécutives n'excédant pas trois (03) ans chacune, à condition que la société ait satisfait à ses engagements de travaux et de dépenses.

A chaque renouvellement, la superficie du permis de recherche est réduite du quart (1/4).

Art. 4. - Le montant minimum de l'engagement des dépenses durant la première période de validité du permis de recherche est fixé à un million huit cent soixante-dix mille (1.870.000) Euros.

Art. 5. - Dès notification de l'arrêté, la société est assujettie au paiement d'un montant de deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA, représentant les droits fixes, et au paiement d'un montant de cent cinquante mille (150.000) francs CFA, représentant la redevance superficielle de la première année, au taux de 5000 FCFA/km<sup>2</sup>/année.

Art. 6. - A chaque renouvellement, la société versera à la caisse intermédiaire des recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Kédougou, les droits fixes et les redevances superficielles exigibles.

Art. 7. - Le permis de recherche sera retiré, conformément à l'article 22 du Code minier, pour l'un des motifs ci-après :

- activité de recherche suspendue pendant plus de six (06) mois ou restreinte gravement, sans motif légitime et de façon préjudiciable à l'intérêt général ;
- inactivité persistante, activité sans rapport avec l'effort financier défini dans la Convention minière et ses avenants éventuels ;
- étude de faisabilité ayant démontré l'existence d'un gisement économiquement exploitable à l'intérieur du périmètre du permis de recherche sans être suivie d'une demande de permis d'exploitation, dans un délai maximum de six (06) mois, après la confirmation par ladite étude de la rentabilité commerciale de la découverte ;
- non-paiement des droits d'entrée fixes et des redevances superficielles exigibles ;
- transfert ou amodiation des droits conférés par le permis de recherche sans approbation préalable du Ministre chargé des Mines ;
- non renouvellement du permis de recherche dans les délais légaux.

Art. 8. - Outre les documents périodiques exigés par la législation minière en vigueur, la société doit fournir à l'Administration minière, conformément à l'article 103 du décret d'application du Code minier, des rapports trimestriel et annuel d'activités.

Art. 9. - La société est soumise, outre les dispositions du Code minier de 2016, aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la préservation de l'environnement, à la réhabilitation de tous les sites ayant fait l'objet de travaux de recherche et n'ayant pas abouti à la découverte d'indices ou de gisement économiquement exploitables.

Art. 10. - A ce permis, est annexé la convention minière signée entre l'Etat du Sénégal et la société, conformément à l'article 117 de la loi portant Code minier.

Art. 11. - Le Gouverneur de la Région de Kédougou, le Directeur des Mines et de la Géologie et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

## **MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL**

*Arrêté interministériel n° 037218 du 25 novembre 2021 fixant la période de collecte et le prix plancher de collecte de l'arachide 2021/2022*

Article premier. - La période de collecte de l'arachide pour la campagne 2021-2022 est fixée du 25 novembre 2021 au 25 mai 2022.

Art. 2. - En application des dispositions de la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique, le prix plancher de collecte de l'arachide, pour la présente campagne, est fixé à 250 FCFA/kg.

Art. 3. - Conformément à l'article 45, alinéa 2 de la loi susvisée, est considéré comme prix illicite, tout prix inférieur au prix plancher fixé à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 4. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues par la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique.

Art. 5. - Le Directeur général de l'Administration territoriale, le Directeur de l'Agriculture et le

Directeur du Commerce intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

## **MINISTERE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE**

*Arrêté ministériel n° 036093 du 16 novembre 2021 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du comité de suivi de la mise en œuvre du Plan d'Urbanisme de Détails (PUD) de la zone nord de Guédiawaye*

Article premier. - Il est créé un comité de suivi de la mise en œuvre du Plan d'Urbanisme de Détails (PUD) de la zone nord de Guédiawaye.

Art. 2. - Le Comité est chargé du suivi des actions urgentes à mener pour la mise en œuvre du Plan d'Urbanisme de Détails (PUD) de la zone nord de Guédiawaye.

A ce titre, il a pour missions :

- de veiller au bon déroulement des activités de reboisement des parties du Plan d'Urbanisme de Détails (PUD) de la zone nord de Guédiawaye qui pourront accueillir des essences adaptées au milieu dominé par la salinité ;
- de coordonner et de suivre la poursuite des procédures d'urbanisme et domaniales restantes nécessaires ;
- de proposer et de suivre les modalités et les procédures nécessaires pour l'aménagement global de l'assiette du Plan d'Urbanisme de Détails (PUD) de la zone nord de Guédiawaye ;
- de veiller à une participation Inclusive de tous les acteurs concernés par la mise en œuvre du Plan d'Urbanisme de Détails (PUD) de la zone nord de Guédiawaye.

Art. 3. - Le Comité de suivi est présidé par le Secrétaire général du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique.

Son Secrétariat est assuré par le Directeur général de l'Urbanisme et de l'Architecture.

Art. 4. - Le Comité de suivi comprend en outre les représentants des structures ci-dessous :

- la Gouvernance de Dakar ;
- la Préfecture de Guédiawaye ;
- la Ville de Guédiawaye ;
- les communes de Golf Sud, Médina Gounass, Ndiarème Limamoulaye, Sam Ndiaye et de Wakhinane Nimzatt ;

- la Direction des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols ;
- la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés ;
- la Direction de la surveillance, du contrôle et de l'occupation des sols (DSCOS) ;
- la Direction des Domaines ;
- la Direction du Cadastre ;
- le Service départemental de l'Urbanisme et de l'Habitat de Guédiawaye ;
- le Secteur des Eaux et Forêts de Guédiawaye.

Le Comité de pilotage peut faire appel à toute personne ou structure compétente dans l'exercice de ses missions.

Art. 5. - Le Comité se réunit au moins une fois par semaine où à chaque fois que de besoin sur convocation de son Président.

Art. 6. - Le Comité est dissout de plein droit à la fin de sa mission.

Art. 7. - Le Secrétaire général du Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié au *Journal officiel*.

## PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Louga

### AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

*Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans un délai de quinze 15 jours, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de Grande Instance de Louga*

Suivant réquisition n° 78 déposée le 02 août 2020, le Conservateur de la propriété et des droits fonciers, agissant au nom et pour le compte de l'Etat Sénégalais, en exécution des prescriptions du décret n° 2020-1540 du 17 juillet 2020 a demandé l'immatriculation au livre foncier de Louga d'un immeuble consistant en une parcelle de terrain, d'une contenance de 2045 m<sup>2</sup> sis à Nguidilé dans le département de Louga.

Il déclare :

Que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucun droit et charge réels actuels ou éventuels autres que ceux résultant du décret n° 2020-1540 du 17 juillet 2020.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,  
Serigne Assance Fall DIA*

**ANNONCES**

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

**Récépissé de déclaration de création  
de l'Association n° 020518/  
MINT/DGAT/DLPL/DAPA**

**Le Directeur général de l'Administration territoriale**

Vu le Code des obligations civiles et commerciales,  
donne récépissé à Monsieur le Président  
d'une déclaration en date du : 22 janvier 2021  
faisant connaître la constitution d'une association ayant  
pour titre :

**ASSOCIATION NATIONALE  
DES CAMERAMEN PROFESSIONNELS  
DU SENEGAL (ANCPS)**

dont le siège social est situé : rue 6 x 5, avenue Malick  
SY, à côté de la Maison de la Presse, Médina à Dakar

Décision prise le : 03 octobre 2020

Pièces fournies :

Statuts

Procès-verbal

Liste des membres fondateurs

Massaer THIAM ..... *Président* ;  
Aïda BADIANE ..... *Secrétaire générale* ;  
Mouhameth NDIAYE ..... *Trésorier général*.  
Dakar, le 28 septembre 2021.

**Récépissé de déclaration de création  
de l'Association n° 020570/  
MINT/DGAT/DLPL/DAPA**

**Le Directeur général de l'Administration territoriale**

Vu le Code des obligations civiles et commerciales,  
donne récépissé à Monsieur le Président  
d'une déclaration en date du : 18 juin 2021  
faisant connaître la constitution d'une association ayant  
pour titre :

**ASSOCIATION DES AMBULANCIERS  
DU SENEGAL (AAS)**

dont le siège social est situé : Villa n° 344, unité 19,  
Parcelles assainies à Dakar

Décision prise le : 29 mai 2021

Pièces fournies :

Statuts

Procès-verbal

Liste des membres fondateurs

Abdourahime NDIAYE ..... *Président* ;  
Ibrahima Khalil SANO ..... *Secrétaire général* ;  
Sancoumba SIDIBE ..... *Trésorier général*.  
Dakar, le 29 novembre 2021.

**DECLARATION D'ASSOCIATION**

*Titre de l'Association* : ASSOCIATION ANDA  
LIGUEYE SA GOKH (UNION POUR L'ACTION  
ET LE DEVELOPPEMENT LOCAL)

*Siège social* : Cambérène Ouest, quartier Islam,  
villa n° 302 - Dakar

*Objet* :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- participer à l'amélioration du meilleur cadre de vie ;
- contribuer à la formation des femmes et des jeunes sur des métiers usuels ;
- sensibiliser sur les notions d'hygiène et de propreté de façon générale.

**COMPOSITION DU BUREAU**

*Actuellement chargées de l'administration et de la direction de l'association*

M<sup>mes</sup>. Marianne DIONGUE, *Présidente* ;

Mariama NDIAYE, *Secrétaire générale* ;

Ngoné FALL, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 000200  
GRD/AA/BAG en date du 19 juillet 2021.

Etude de Me Ndèye Lika BÂ, *notaire*  
Sacré Coeur VDN - Villa 142 - BP. 15.895  
Dakar - Sénégal

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 4.361/GW, appartenant à Monsieur Cheikh Mbacké THIAM. 1-2

Société civile professionnelle de *notaires*  
Mes Aïssatou SOW, Mouhamadou MBACKE,  
Fatou Demmo MBALLO & Awa DIOP  
Titulaire de la Charge de Dakar III créée en 1959  
(Successeur de Me Amadou Nicolas MBAYE  
& de Me Boubacar SECK)  
27, rue Jules Ferry x Moussé Diop

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 14.864/NGA de Ngor-Almadies (ex.23.781/DG), appartenant à Madame Suzanne DIALLO. 1-2

Etude de Me Ibrahima DIOP, *notaire*  
Rue du Général De Gaulle x Rue de France Nord  
BP : 615 - Saint-Louis (Sénégal)

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3452 de la Commune de Thiès, appartenant à Monsieur Amar LO. 1-2

Etude de M<sup>e</sup> Serigne Mbaye Badiane, *notaire*  
Titulaire de la Charge de Dakar II  
5-7 Avenue Carde, 1<sup>er</sup> étage - Dakar

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 6.658/NGA de Ngor Almadies ex. 22.866/DG, et appartenant à Monsieur Jean M.C. Georges DIOUF. 1-2

CABINET Mes Boubacar KOITA & Associés  
*Avocats à la Cour*  
76, Rue Carnot, 3<sup>ème</sup> Etage, Appt. A7 - BP. 11.607  
Peytavin - Dakar - Sénégal

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de l'Original du titre foncier n° 2.062/DK, consistant en un terrain d'une superficie de 1095m<sup>2</sup>, situé à Dakar, Médina, Rues 22 x 37, formant le lot n° 3353, appartenant au Dame et sieur Aby Diop MATURIN et Abdoulaye Diop MATURIN. 1-2

CABINET Maître Youssoupha CAMARA  
*Avocat à la Cour*  
44, Avenue Malick Sy - 2<sup>e</sup> étage - Dakar

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 18.158/DG devenu le titre foncier n° 17.163/GR de 262 m<sup>2</sup> sis à Derklé villa n° 28 à Dakar, appartenant à Monsieur Yéro Amadou GADIO, gendarme à la retraite né à Agnam Goly le 1<sup>er</sup> février 1923. 1-2

SCP SOW & ASSOCIÉS  
A / 49, rue El Hadji Ibrahima NIASSE, Mermoz Dakar / SENEGAL  
B.P : 64541 - Dakar - Fann

#### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 7962/GR. 1-2